

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Industrial Vehicles & Machinery Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7B1, Place du Portage, Phase III
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Programme national d'hygiène	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-143555/A	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client 21120-14-2013555	Date 2014-07-21
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HS-634-65203	
File No. - N° de dossier hs634.21120-143555	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-07-31	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Paquin, Benoit	Buyer Id - Id de l'acheteur hs634
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-3966 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-5227
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-143555/A

Amd. No. - N° de la modif.

003

Buyer ID - Id de l'acheteur

hs634

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-14-2013555

File No. - N° du dossier

hs63421120-143555

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Cette page a été intentionnellement laissée en blanc

Cette modification 003 est émise pour répondre aux questions soulevées pendant la conférence des soumissionnaires , pour modifier l'annexe A – Énoncé de travail pour le Programme d'hygiène et de lavage, l'annexe B – Établissement des prix et l'annexe D – Critères d'évaluation techniques obligatoires comme suit :

1. Questions et réponses

QUESTION n° 1 :

Possédez-vous un inventaire actuel de matériel de distribution pour tous les établissements?

RÉPONSE n° 1 :

Les installations de production selon le système de cuisson-refroidissement sont récentes et ne possèdent rien à l'heure actuelle. Tous les autres établissements disposent de systèmes qui ont été mis en place par différents fournisseurs.

QUESTION n° 2 :

Y a-t-il une fréquence d'entretien préventif minimale?

RÉPONSE n° 2 :

La fréquence doit être établie par le fournisseur en vue de satisfaire à la fourniture de services ou de produits exigée, laquelle sera approuvée par le Service correctionnel du Canada (SCC) suite à l'attribution du marché.

QUESTION n° 3 :

Avez-vous un distributeur de services alimentaires qui vous fournit vos produits alimentaires? Dans l'affirmative, qui est-il? (GFS, Sysco, autre)

RÉPONSE n° 3 :

Effectivement, chacune des régions compte plusieurs distributeurs pour l'approvisionnement alimentaire, mais les désigner à ce moment-ci n'est pas pertinent. La demande de propositions (DP) a pour but la fourniture et la livraison de produits à rendu droits acquittés (DDP) à destination.

QUESTION n° 4 :

Est-ce que les cinq (5) nouvelles cuisines de production auront une incidence sur le nombre de fournitures sanitaires utilisées dans les autres cuisines?

RÉPONSE n° 4 :

Les quantités utilisées seront établies par l'entremise du programme d'hygiène de chaque établissement. Il n'y a aucun lien entre le nombre de fournitures utilisé par les cuisines de production et celui des autres cuisines des établissements.

QUESTION n° 5 :

Pouvez-vous fournir de plus amples renseignements à propos de l'utilisation des pistolets d'arrosage de remplacement et l'aménagement requis pour leur installation (au mur, portatif)?

RÉPONSE n° 5 :

À l'heure actuelle, l'utilisation des pistolets d'arrosage de remplacement est un facteur inconnu. Aucune installation n'est nécessaire.

QUESTION n° 6 :

L'agent de rinçage solide est exclusif à une entreprise. Acceptez-vous un agent de rinçage liquide équivalent?

RÉPONSE n° 6 :

Oui un agent de rinçage liquide équivalent est admissible dans le cas où il peut être sécurisé tel que mentionné ici-bas.

Si un agent de rinçage liquide est fourni, l'entrepreneur doit fournir et installer une petite cage ou une petite armoire de confinement, munie d'un cadenas (le SCC fournira le cadenas pour raison de sécurité) et la fixer sur le plancher sous la table près du lave-vaisselle. L'agent de rinçage liquide ne doit pas être accessible quand il est verrouillé dans la cage ou l'armoire de confinement. Si cette option n'est pas disponible, l'entrepreneur devra consulter le gestionnaire de la cuisine pour mettre les produits chimiques dans une pièce sécurisée et fermée, alimenté par tubulure jusqu'au point de distribution tel que le cabinet de conciergerie, chambre mécanique etc. La tubulure et la quincaillerie doit être fourni par l'entrepreneur.

QUESTION n° 7 :

Est-ce que les fûts de 205 l sont obligatoires ou pouvons-nous utiliser des formules hyper concentrées offertes dans des emballages plus petits?

RÉPONSE n° 7 :

Les formules hyper concentrées sont admissibles.

QUESTION n° 8 :

Étant donné que certains des équipements qui seront fournis dans le cadre du marché renfermeront des renseignements de nature exclusive, ce matériel peut-il être retourné à l'entrepreneur à la fin du marché?

RÉPONSE n° 8 :

Effectivement, l'entrepreneur pourra récupérer l'équipement qu'il a fourni.

QUESTION n° 9 :

Afin de garantir que tous les soumissionnaires disposent d'une base commune pour faire leurs offres, le Canada peut-il indiquer la marque, le modèle et l'année de l'appareil pour lequel les produits chimiques sont destinés?

RÉPONSE n° 9 :

Pour référence, les soumissionnaires doivent utiliser le lave-vaisselle modèle Champion #86PW avec séchage à soufflerie électrique, année 2010.

QUESTION n° 10 :

Avez-vous besoin de matériel de distribution pour les établissements sujet au FPCS?

RÉPONSE n° 10 :

Non, aucun matériel de distribution n'est requis pour les établissements sujets au FPCS.

QUESTION n° 11:

Est-ce que les pistolets d'arrosage réguliers sont acceptés ou exigez-vous des pistolets d'arrosage à mousse?

RÉPONSE n° 11 :

Des pistolets d'arrosage à mousse sont requis pour faire mousser le détergent.

QUESTION n° 12 :

Selon l'énoncé des travaux (EDT), des produits sans chlore sont exigés. Les produits microbiens peuvent-ils contenir du chlore?

RÉPONSE n° 12 :

Oui ils peuvent en contenir. Le produit doit être approuvé par l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) ou le Bureau d'innocuité des produits chimiques et il doit être sans rinçage.

QUESTION n° 13 :

L'entrepreneur sera-t-il responsable du retrait de l'équipement et des stocks du SCC qui se trouvent à l'heure actuelle dans chacun des établissements?

RÉPONSE n° 13 :

Par suite de l'attribution du marché, l'entrepreneur retirera l'équipement actuel de tous les établissements et le remettra au gestionnaire de la cuisine. Le SCC s'occupera de leur retour au propriétaire. Il convient de noter que les cuisines de production ne possèdent pas encore de matériel de distribution ni de stocks.

QUESTION n° 14 :

Une certification du Bureau d'innocuité des produits chimiques (BIPC) répondrait-elle à vos exigences sur le plan des produits approuvés par l'ACIA? (Le BIPC est l'organisme qui délivre la certification au nom de l'ACIA.)

RÉPONSE n° 14 :

Oui ceci est acceptable.

QUESTION n° 15 :

Est-ce que l'emballage standard, soit les fûts de 210 et de 205 litres, est admissible?

RÉPONSE n° 15 :

Oui ceci est acceptable.

QUESTION n° 16 :

À la conférence des soumissionnaires, d'éventuels soumissionnaires ont recommandé que le SCC sélectionne un lave-vaisselle à des fins de références de la consommation d'eau.

RÉPONSE n° 16 :

Voir la réponse n° 9.

QUESTION n° 17 :

En référence au critère d'évaluation technique obligatoire M.2, quel est le nombre de clients majeurs à soumettre?

RÉPONSE n° 17 :

Un (1) client majeur est suffisant. Toutefois, il incombe au soumissionnaire d'établir le nombre adéquat de clients majeurs qui ont au moins dix (10) lieux d'affaires pour garantir que l'exigence minimale de trois (3) ans d'expérience, dans les cinq (5) ans, est démontrée et satisfaite: Un seul fournisseur est requis. Un (1) client majeur est suffisant. Toutefois, il incombe au soumissionnaire d'établir le nombre adéquat de clients majeurs qui ont au moins dix (10) lieux d'affaires pour garantir que l'exigence minimale de trois (3) ans d'expérience, dans les cinq (5) ans, est démontrée et satisfaite.

QUESTION n° 18 :

En référence au critère d'évaluation technique obligatoire M.2, souhaitez-vous également que les adresses de dix (10) lieux d'affaires soient fournies?

RÉPONSE n° 18 :

Oui, les adresses doivent être fournies.

QUESTION n° 19 :

En référence au critère d'évaluation technique obligatoire M.3, combien de clients par province/territoire? Quel est le nombre minimal? Et le nombre maximal?

RÉPONSE n° 19 :

Un minimum d'un (1) client est requis par province/territoire. Toutefois, il incombe au soumissionnaire d'établir le nombre approprié de clients par province/territoire pour garantir que l'exigence minimale de trois (3) ans d'expérience, dans les cinq (5) ans, est démontrée et satisfaite

2. L'annexe A - Énoncé de travail pour le Programme d'hygiène et de lavage est modifiée comme suit :

Au paragraphe 3.1.2

Insérer :

10) Si un agent de rinçage liquide est fourni, l'entrepreneur doit fournir et installer une petite cage ou une petite armoire de confinement, munie d'un cadenas (le SCC fournira le cadenas pour raison de sécurité) et la fixer sur le plancher sous la table près du lave-vaisselle. L'agent de rinçage liquide ne doit pas être accessible quand il est verrouillé dans la cage ou l'armoire de confinement. Si cette option n'est pas disponible, l'entrepreneur devra consulter le gestionnaire de la cuisine pour mettre les produits chimiques dans une pièce sécurisée et fermée, alimenté par tubulure jusqu'au point de distribution tel que le cabinet de concierge, chambre mécanique etc. La tubulure et la quincaillerie doit être fourni par l'entrepreneur.

Au paragraphe 3.2.2

Insérer :

9) Si un agent de rinçage liquide est fourni, l'entrepreneur doit fournir et installer une petite cage ou une petite armoire de confinement, munie d'un cadenas (le SCC fournira le cadenas pour raison de sécurité) et la fixer sur le plancher sous la table près du lave-vaisselle. L'agent de rinçage liquide ne doit pas être accessible quand il est verrouillé dans la cage ou l'armoire de confinement. Si cette option n'est pas disponible, l'entrepreneur devra consulter le gestionnaire de la cuisine pour mettre les produits chimiques dans une pièce sécurisée et fermée, alimenté par tubulure jusqu'au point de distribution tel que le cabinet de concierge, chambre mécanique etc. La tubulure et la quincaillerie doit être fourni par l'entrepreneur.

Au paragraphe 3.3.2

Insérer :

8) Si un agent de rinçage liquide est fourni, l'entrepreneur doit fournir et installer une petite cage ou une petite armoire de confinement, munie d'un cadenas (le SCC fournira le cadenas pour raison de sécurité) et la fixer sur le plancher sous la table près du lave-vaisselle. L'agent de rinçage liquide ne doit pas être accessible quand il est verrouillé dans la cage ou l'armoire de confinement. Si cette option n'est pas disponible, l'entrepreneur devra consulter le gestionnaire de la cuisine pour mettre les produits chimiques dans une pièce sécurisée et fermée, alimenté par tubulure jusqu'au point de distribution tel que le cabinet de concierge, chambre mécanique etc. La tubulure et la quincaillerie doit être fourni par l'entrepreneur.

3. L'annexe B – Établissement des prix est modifiée comme suit :

Supprimer le document « 21120-143555_RFP_FR_Ann_B_Pricing.xlsx » en entier.

Insérer le document « 21120-143555_RFP_FR_Ann_B_V2_Pricing.xlsx »

4. L'annexe D – Critères d'évaluation techniques obligatoires est modifiée comme suit :

Supprimer M.2 en entier.

Insérer :

M.2 Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède au moins trois (3) ans d'expérience dans les cinq (5) ans avant la date de clôture de la demande de propositions, dans la fourniture et la livraison de produits chimiques et d'entretien relatifs à l'annexe A pour des clients majeurs.

Clients majeurs sont définis comme ayant au moins dix (10) lieux d'affaires.

Le soumissionnaire doit fournir le nom d'au moins un (1) client majeur, y compris l'adresse des lieux d'affaires ainsi que les dates de début et de fin des contrats. Les noms d'autres clients majeurs peuvent être ajoutés pour satisfaire pleinement aux exigences liées aux années d'expérience.

Supprimer M.3 en entier.

Insérer :

M.3 Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède au moins trois (3) ans d'expérience dans les cinq (5) ans avant la date de clôture de la demande de propositions, dans la fourniture et la livraison de produits chimiques et d'entretien liés à l'annexe A à travers le Canada.

Partout au Canada est défini comme au moins cinq (5) provinces/territoires canadiens.

Le soumissionnaire doit fournir la liste des lieux et des clients.

Le soumissionnaire doit fournir le nom d'au moins un (1) client dans chaque province/territoire parmi au moins cinq (5) différents provinces/territoires canadiens, y compris les adresses des lieux, ainsi que les dates de début et de fin des contrats. Les noms de clients supplémentaires peuvent être ajoutés pour satisfaire pleinement aux exigences liées aux années d'expérience.

Toutes les autres conditions et modalités demeurent les mêmes.